

Plusieurs thèmes contemporains de macro et de micro-économie ont été abordés lors de ces 3 journées ponctuées de rencontres économiques à Lyon. Des intervenants de qualité ont animé des conférences, débats et ont répondu aux questions d'un public hétéroclite.

E.MACRON ministre de l'économie, a dressé un portrait économique du marché du travail avec des propositions de réformes qui ont été partagées mais aussi critiquées par des économistes engagés tel que Philippe AGHION, professeur à Harvard qui nous livre les mérites du modèle Scandinave, ou encore A.SOUDOT, qui a présenté son expérience de chef d'entreprise. Ce dernier remet en question le CICE et le Pacte de Responsabilité puis il met en exergue ses difficultés liées à un code du travail trop contraignant.

Tous, convergent vers l'urgence de réformer le marché du travail et de mettre l'accent sur deux éléments centraux pour relancer notre économie française : la formation et l'innovation.

Rédigé par S.GOFFREDO – Octobre 2015

Conférences choisies :

Entreprise et Sociétépage 2
Nouvelles opportunités économiques page 3
Les controverses économiques page 5
Les inégalités contre la croissance ? page 6
Quel modèle français dans un monde globalisé ? page 8
Qui dirige l'économie mondiale ? page 11
Réponses structurelles : le débat page 13
Quel avenir pour le « made in monde » ? page 15
Le libéralisme à l'allemande page 17

Entreprise et société

François de Saint-Pierre Associé-Gérant de Lazard Frères Gestion et fondateur du Cercle Jean-Baptiste Say

Pierre Yves Gomez Professeur à l'EMLYON Business School (auteur en sciences de gestion)

Nicolas Millet Directeur du Développement Industriel et Territorial, CCI de Lyon

Hervé Montjotin Ex Président du Directoire de XPO Logistics

Blanche Segrestin Professeur, Chaire Théorie de l'entreprise, à Mines ParisTech, PSL Reserch University

Il s'agit de redéfinir l'Entreprise en tant qu'Organisation ou Institution ?

L'approche sera centrée sur les finalités de l'entreprise – Quels intérêts l'entreprise cherche t-elle à satisfaire ? Comment rémunère t-elle ses parties prenantes ? (Ed FREEMAN 1984)

B. SEGRESTIN

A qui appartient l'Entreprise ? La finalité de l'Entreprise est de maximiser son profit.

Un nouveau management s'ouvre pour répondre à des stratégies modernes.

Le contexte actuel ne permet plus à l'Entreprise d'avoir comme finalité unique, la maximisation du profit. Cela risque de déboucher sur une crise.

Pour innover, il faut investir, avoir un management inventif.

Il faut dissocier les *activités marchandes* avec *la mission collective* de l'Entreprise.

Restaurer la finalité lucrative pour mieux en protéger ces actions envers l'ensemble des parties prenantes, en prenant en considération l'intérêt collectif.

H. MONTJOTIN

La finalité de l'Entreprise est de créer la richesse, et le manager doit gérer des contradictions temporelles entre le court terme (la performance) et la *création de valeur* vis à vis de ses actionnaires. La nécessité d'avoir une bonne gouvernance est primordiale pour l'Entreprise – Elle accorder de l'importance aux actionnaires.

JY GOMEZ

L'Entreprise née au 20^{ème} siècle, donne le droit à un individu d'organiser une production qui sert à la collectivité.

L'Entreprise est à la fois un *projet* et un *profit*. C'est une organisation autonome.

En économie, c'est le *profit* qui prime. Le *projet* sert à contenir le *profit*. C'est une boucle.

Le profit prime pour 3 raisons :

- Pour l'intensité capitalistique qu'il génère ; il faut beaucoup investir pour dégager du profit
- Lorsque l'endettement est trop fort, le profit est encore plus préoccupant
- Lorsque l'actionnaire détient des droits de propriété (des capitalistes = détenteurs du capital), ils ont des attentes qui peuvent être divergentes avec les managers – théorie de l'agence.

Jensen & Meckling

M.FRIEDMAN dit dans *The Economist* en 1970 « *la responsabilité sociale de l'entreprise est d'accroître ses profits* ». C'est l'état, qui fait le social.

F. de St PIERRE

D'où vient l'entreprise ? Des entrepreneurs d'après **JB SAY**

La loi de Say, ou *loi des débouchés*, stipule que « *plus les producteurs sont nombreux et les productions multiples, plus les débouchés sont faciles, variés et vastes* ».

Dans une économie où la concurrence est libre et parfaite, les crises de surproduction sont impossibles. Cette loi est parfois réduite à la formule plus ou moins ambiguë « *toute offre crée sa propre demande* ». Un meilleur résumé de cette approche serait : « *on ne dépense jamais que l'argent qu'on a gagné* ».

La prospérité permet l'élévation des individus. L'humanité n'a jamais vécu aussi nombreuse. L'effondrement du communisme et la mondialisation ont permis le développement de la société.

« *L'homme est mieux au travail qu'à l'oisiveté.* »

N. MILLET

Il est difficile de définir l'Entreprise – L'Entreprise n'est pas définie en droit.

On peut considérer que la réussite d'une Entreprise de moins de 20 salariés, dépend davantage des *qualités du dirigeant*, que des ressources et du dynamisme du territoire (variables internes et externes).

Les trois quart des Entreprises ne veulent pas grandir, et un quart d'entre elles seulement, recherche le développement. 75% des Entreprises ne passent pas le cap des 5 ans.

Nouvelles opportunités économiques

Président : Emmanuel Macron Ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique
Pierre-Noël Giraud Professeur d'économie à Mines ParisTech et à Paris Dauphine
Thomas Giraudeau Etudiant à l'Institut Pratique du Journalisme de l'université Paris-Dauphine
Hervé Hélias Président de Mazars en France, Co-CEO du Groupe
Camille Landais Professeur d'économie à la London School of Economics
Maëlle Robert Etudiante à l'Institut Pratique du Journalisme de l'université Paris-Dauphine
Laurence Ruffin PDG d'Alma

Essayer de penser au modèle de demain, plutôt que de se complaire avec les regrets du passé. Il s'agit d'organiser la société dans l'avenir.

E. MACRON

Nous sommes face à un défi, celui de la transformation qui chamboule notre modèle productif. Ce réformisme doit respecter l'homme et place de nouveaux enjeux tels que :

- La mondialisation, avec de nouvelles formes d'innovations dématérialisée (génomique..)
- L'accélération des transformations
- De nouvelles inégalités y compris sociales apparaissent

Face à ces grandes transformations, nous devons en saisir les opportunités sans naïveté, et sans crainte. Ces transformations alimentent des peurs, qui sont légitimes. La défiance est trop présente en France. Cette défiance empêche le changement.

Comment accepter que les discriminations s'accroissent ? Notre défi collectif doit porter sur l'ensemble des partenaires.

Il s'agit de définir le consensus de notre économie, celui-ci repose sur 3 enjeux centraux :

- **1er enjeu :**

L'investissement et l'innovation

(France = championne européenne en capital risque).

Seulement 64% des Entreprises possèdent un site internet. Il faut investir mieux, et plus. Nous avons trop investi en capital non productif. Nous n'avons pas assez fait face aux investissements dans le tissu industriel.

L'industrie du futur = concentrer les crédits publics pour mieux produire, et plus durable. *L'environnement et le numérique* (actifs immatériels de données) deviennent une priorité. L'idée est d'accroître les *externalités positives* avec la volonté d'ouvrir ces données à l'intérêt général.

- **2ème enjeu :**

Mener une politique d'agilité

Il s'agit de s'adapter plus vite. La rigidité n'est pas la solution. Volonté d'adapter les qualifications. Et de créer de nouveaux champs. Des nouveaux acteurs de la mobilité viennent concurrencer les taxis. De nouvelles offres se présentent. Il devient urgent de déverrouiller le système pour être plus flexible. Les rigidités de notre économie posent des problèmes.

Cela dans plusieurs secteurs : la santé, les professions juridiques, l'énergie...

Face à ces réalités, **Comment accompagner nos concitoyens ?**

- **3ème enjeu :**

La sécurité

Elle concerne les travailleurs, il est nécessaire de baisser le coût qui incombe aux employeurs et au travail. Ex : le CICE et le Pacte de responsabilité

De plus, une formation plus exigeante et tout au long de la vie doit être proposée. Une sécurité plus accrue du salarié est nécessaire. Nos futurs parcours seront plus multiples dans une vie professionnelle plus longue. Le défi qui est le nôtre, réside dans la capacité donnée aux individus de traverser ces changements et d'accepter les risques.

Il faut saisir les opportunités économiques par des transformations, qui en effet, alimentent des peurs et génèrent des tensions.

Dans ce contexte, *l'Innovation, l'agilité et la sécurité* permettront de réussir ces nouvelles opportunités. L'audace est nécessaire. Notre défi est d'aller au delà de nos peurs au quotidien.

L.RUFFIN – E MACRON

Alma est une Start up dans le domaine de la E-santé. Le statut de SCOP qui a été choisi présentent plusieurs avantages pour Alma. Nous souhaitons promouvoir encore plus ce modèle, pour mieux répartir et re équilibrer les relations entre les parties prenantes.

Un modèle d'économie collaborative est mis en place avec un *management coopératif*. *L'innovation sociale* et économique est à exploiter.

La BPI (banque publique d'investissement), les business angels*, les fonds d'investissement du développement social et solidaire, jouent le rôle d'investissement.

Il faut éviter la rémunération qui n'est pas liée à la *performance de l'entreprise* (les situations de rente sont à traquer)

* *Un business angel (littéralement « ange des affaires » est un particulier qui investit dans une entreprise innovante à potentiel et qui, en plus de son investissement, accompagne et met à disposition de l'entrepreneur, ses compétences, son expérience, ses réseaux relationnels et une partie de son temps. Le business angel est un véritable associé-entrepreneur dont l'accompagnement est à forte valeur ajoutée, le business angel pouvant apporter sa compétence, son énergie et son expertise.*

Les controverses économiques

Roger Guesnerie Professeur au Collège de France –
Camille Landais Professeur d'économie à la London School
Alain Trannoy Directeur d'Aix-Marseille School of Economics
André Orléan Directeur CNRS

Y a-t-il unicité de la science économique ? Les théories économiques génèrent des politiques économiques

A. ORLEAN

On assiste à des controverses sur les inégalités, le capital, et de nouveaux paradigmes apparaissent. Quelle légitimité sur ces controverses ?

La théorie de l'individualisme présente l'intérêt d'élargir, et de rompre avec ce paradigme méthodologique de l'individualisme. **JK GALBRAITH** montre comment les grandes entreprises modèlent la demande avec sa théorie de la « *filère inversée* ». Cette notion désigne une situation de concurrence imparfaite dans le cadre de laquelle, c'est l'entreprise qui influence le consommateur pour qu'il achète ce qu'elle produit. Cette influence s'exprime notamment par le biais de la publicité

Le capitalisme keynésien, celui des 30 glorieuses, montre que la priorité réside dans le *plein emploi* – On assiste à des modifications dans la hiérarchie des valeurs. Des transformations apparaissent dans les économies. Il y a des forces sociales. L'économie ne peut en être isolée.

A. TRANNOY

L'individualisme méthodologique peut être dépassé car les aspirations des gens peuvent être endogènes aux institutions. L'économie théorique actuelle intègre plusieurs sciences sociales (psychologie, sociologie...)

Cette plasticité, lorsqu'on arrive sur des débats économiques est un enjeu empirique.

On peut établir des comparaisons entre le rôle de l'économiste, et l'archéologue qui doit se faire une image par nos ancêtres. Importance du *paradigme* et de *l'idéologie*.

Ex : les allocations au logement.

Lorsque l'état déverse une subvention, une partie bénéficiera au consommateur, et l'autre au producteur. Faut-il supprimer ou réduire ces aides ? - L'état doit-il intervenir sur les marchés ? - Dans quelle mesure ?

C. LANDAIS

Depuis les années 1920 et 1930, il y a un changement sur les données (la collecte des données...) Les données sont liées aux modèles.

R. GUESNERIE

On assiste à un problème de frontière entre les savoirs. Qu'est-ce que le savoir économique ?

Il s'est développé autour de controverses (valeur travail...). La société d'économétrie (développée dans les années 30), depuis les années 1980, *le travail empirique* s'est développé. Il y a une accumulation du savoir.

En conclusion, on peut comparer les avalanches aux bulles, qui ne sont pas prévisibles. Enfin, les plaques tectoniques peuvent être comparées aux mouvements lents dans la société.

Les inégalités contre la croissance ?

Philippe Aghion Professeur de sciences économiques (Université d'Harvard)

Cécilia Garcia Penalosa directeur de recherche au Cnrs et membre de l'École d'économie d'Aix- Marseille

Jean Pisani-Ferry Commissaire général à la stratégie et à la prospective, France Stratégie

Alain Trannoy Directeur de l'Aix-Marseille School of Economics, membre du Cercle des économistes et du Conseil d'analyse économique

C. GARCIA-PENALOSA

Pour mesurer les inégalités, on utilise le *coefficient de Gini* qui mesure la distance de ces inégalités. C'est en Afrique Du Sud et au Brésil, que les *inégalités sociales* sont les plus marquées au monde. A l'inverse, c'est en Suède, au Danemark et en Allemagne qu'on observe, les inégalités les plus faibles.

Quelles sont les sources d'inégalités ?

Elles s'expliquent par le *niveau d'éducation* d'une part, et la *distribution des revenus* d'autre part.

Pourquoi s'intéresser aux inégalités ?

Il y a un *argument moral* de santé publique qui nous préoccupe.

Quels sont les avantages des inégalités ?

Elles peuvent inciter les individus à investir dans l'éducation, le capital, et l'*innovation* pour rattraper leur retard.

Quels sont les effets des inégalités sur la croissance ?

Elles agissent principalement sur la *croissance* en limitant les possibilités d'instruction des classes moins favorisée ainsi que la *mobilité sociale** et le développement des compétences.

Mobilité sociale = Possibilité offerte à un individu que quelque soit son milieu social, il puisse évoluer.

P. AGHION

C'est après les années 1980, que les inégalités se creusent.

L'innovation génère des inégalités à court terme. L'innovateur crée des *rentes temporaires*. L'innovation n'augmente pas l'inégalité à *long terme* car y a un phénomène de « *destruction créatrice* »* qui crée de nouveaux débouchés.

* La « *destruction créatrice* » désigne le processus continuellement à l'œuvre dans les économies et qui voit se produire de façon simultanée la disparition de secteurs d'activité économique conjointement à la création de nouvelles activités économiques.

Quels sont les leviers de croissance par l'innovation ?

L'éducation, le dynamisme des biens & services (création de nouvelles firmes), et du marché du travail, constituent les principaux leviers.

Le *progrès technique* détruit des emplois et en crée d'autres – Phénomènes de « Destruction créatrice » et *des grappes d'innovation* - **S. SCHUMPETER**.

Un dispositif de *sécurisation sur le marché du travail* est fondamental pour permettre aux chômeurs de se réinsérer rapidement.

En France, la *politique de formation* des salariés est désastreuse. Le financement de la politique de formation est mal dirigé. Il sert actuellement en partie, à rémunérer les syndicats.

La formation des maîtres, le tutorat ainsi qu'une autonomie des établissements en Scandinavie montre que le système d'éducation est le meilleur au monde, d'après PISA.

Par ailleurs, la fiscalité sur le capital est trop forte. La France a plein d'atouts, mais il est temps de réaliser que les « 30 Glorieuses » sont passées, et des réformes fortes et intelligentes s'imposent, nous devons les accepter.

La France a beaucoup à apprendre du modèle Scandinave. Notamment sur les sujets du marché du travail, de l'éducation et de la formation.

On peut avoir une politique de *redistribution protectrice et incitative* à la fois. En Suède, les études universitaires sont gratuites. Les frais universitaires accentuent les inégalités.

On peut observer que les pays qui marchent le mieux, ont des fiscalités semblables, dont il faut s'inspirer.

A. TRANNOY

Comment concilier l'inégalité des chances avec la croissance ? Quelles sont les chances pour obtenir un certain niveau de revenu ?

⇒ Le niveau d'étude des parents

Au Danemark, quelque soit le niveau d'éducation du père, les chances de réussite pour les enfants restent les mêmes pour obtenir un certain niveau de revenu.

L'égalité des chances est quasi parfaite. En agissant sur l'égalité des chances, on permet aux plus méritants « d'être aux manettes ».

Les Inégalités peuvent être liées aux sexes et aux cultures.

Des études empiriques montrent que les pays qui ont obtenu l'égalité des chances (pays nordiques et scandinaves) ont une faible inégalité des résultats. Il y a une relation entre l'égalité des chances et les résultats obtenus.

Lorsque la situation du père augmente dans l'échelle sociale, l'impact sur les descendants est significative. On observe une élasticité de 3,04% - relation très marquée.

Le rendement de la *formation professionnelle* en France est déficient.

Par ailleurs, la France doit taxer davantage *la rente* que le profit. La taxation du foncier est nécessaire, mais pas populaire pour les politiques. Il y a un déficit migratoire des 19-29 ans car ils choisissent de partir étudier ou de travailler dans des pays plus attractifs. Il y a donc une urgence de réformer la France.

En conclusion, le prochain gouvernement devra se centrer sur la question suivante :

Quel nouveau modèle politique pour la France ?

J-P FERRY

Comment associer croissance et lutte contre les inégalités ?

Aujourd'hui, on pense que la croissance est un facteur de division car elle ne profite pas à tous.

Ce phénomène est contrasté, dans la mesure où l'innovateur crée de la richesse et de l'inégalité qui ne profite pas systématiquement à tous

Ex : Steve Jobs, ou encore, Frederic Mazzella, le créateur de Blabla car.

Ainsi, la croissance n'est pas acceptable lorsqu'elle crée une *rente de monopole* car cela ne bénéficie pas à *l'intérêt général*.

Cette nouvelle croissance crée des gagnants et des perdants. La croissance se passe dans les métropoles car elles attirent les talents. Ce phénomène est un facteur d'inégalité qui favorise la croissance souvent dans les milieux à fort développement urbain.

En conclusion, la réglementation en France freine l'innovation. Une taxe plus importante sur *le capital foncier et l'héritage* doit être envisageable.

Quel modèle français dans un monde globalisé ?

Philippe Aghion Professeur de sciences économiques (Université d'Harvard)

Patrick Artus Chef économiste de Natixis et membre du Comité Exécutif,
Professeur-associé d'économie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Agnès Bénassy-Quéré Professeur, Ecole d'économie de Paris, Université Paris 1, Conseil d'analyse économique

James Galbraith Lloyd M. Bentsen Jr. Chair of Government/ Business Relations at the Lyndon B. Johnson School of Public Affairs, the University of Texas at Austin

Jean-Olivier Hairault Professeur de sciences économiques à l'Université Paris 1

Alexandra Roulet Ph.D (candidate) d'économie à l'université d'Harvard

Alexandre Saubot PDG du groupe Haulotte, Président de l'UIMM (Union des Industries et Métiers de l'Industrie)

P. AGHION

Les 2 dernières décennies ont été marquées par un déclin de notre économie par rapport au reste du monde. La France a une difficulté à dépasser le succès des « 30 glorieuses ».

Face à ces réalités, il est urgent d'agir, mais comment ?

- En réformant à la marge (stratégie non soutenable)
- En faisant retour arrière
- En générant de la croissance « *inclusive* » (qui inclut tout le monde) *par l'innovation* (réforme de l'état)

L'innovation est source *d'inégalité à court terme*, mais à *long terme* et elle *bénéfique pour tous*.

Les Solutions résident dans l'importance que l'état prenne plus au sérieux *la formation*, et que des réformes structurelles du marché du travail soient prises.

La mobilité sociale, est définie comme la possibilité pour un individu d'évoluer dans l'échelle sociale quelque soit son origine et le niveau des parents. Ce principe constitue la préoccupation des pays rhénans et scandinaves.

Il est nécessaire de créer des passerelles entre les grandes écoles et les universités, et de diversifier le recrutement des élites. 50 000 à 70 000 Dollars/ an = Frais de scolarité à Harvard
On peut réconcilier l'innovation et la mobilité sociale.

Par ailleurs, c'est au niveau de l'entreprise, qu'il faut négocier les salaires et non de l'état.

La formation est désastreuse en France. La formation et le travail doivent être rémunérés tout en permettant de mieux cotiser. Ce financement doit provenir d'une réforme de l'état.

Pour préserver les valeurs (mobilité sociale) il faut oser réformer. Des erreurs fiscales d'augmentation des impôts ont été préjudiciables.

P. ARTUS

Aujourd'hui, on assiste au phénomène de la dé-segmentation *des chaînes de valeur* dans l'entreprise.

La BCE a déprécié l'Euro (la politique de change permet de protéger la zone euro)

Aujourd'hui, nos principaux concurrents sont les pays de la zone euros, et non les émergents.

Ex : la réforme du marché du travail en Espagne (cotisation des employeurs plus faibles), nouveau contrat de travail en Italie

Devons nous changer notre modèle social comme en Espagne et en Italie? (smic, protection emploi, contrat de travail)

La zone euro doit coordonner les politiques économiques des autres pays et générer des externalités positives

Ex : coordonner les niveaux des charges sociales...

Le niveau de productivité du travail en France est moins élevé qu'aux USA.

L'investissement des entreprises en nouvelles technologies est 4 fois plus faible en France par rapport aux USA. Le taux de change et les taux d'intérêt ont été réformés en même temps dans les réformes des pays du nord (Scandinavie, Canada...)

En Europe, la question d'un état fédéral se pose toujours.

A. BENASSY-QUERE

Pour rester compétitives, les entreprises doivent être en mesure d'affronter la concurrence. Pour cela, il leur faut des clients et savoir à qui il faut vendre des biens & services le plus cher possible. En zone Euro, on assiste à une baisse généralisée des salaires et à de la déflation. En France, à partir de 2009, les salaires ont augmenté plus vite que la productivité.

La *compétitivité hors prix* est mesurée par la performance

La France maîtrise certaines activités où elle se positionne très bien

L'Aéronautique : 1^{er} mondial, la Maroquinerie (avec les sacs) : 2^{ème} mondial et le vin : 3^{ème} mondial.

Elle occupe une place honorable dans divers autres secteurs.

Dans ce contexte, il y a une nécessité de mettre en place une formation décentralisée. Cela en accordant plus de marge de manœuvre aux établissements de formation.

Pour un salaire minimum européen, il faut harmoniser les prix, ce qui pose problème pour que les états s'entendent.

Le salaire minimum doit être proche du salaire médian.

Nous voulons une *Europe sociale*. La mobilité du travail doit permettre aux individus de rebondir. En Europe, des dispositifs existent mais les allocations chômage sont coupées après un certain temps.

J. GALBRAITH

Il convient de distinguer le niveau moyen des salaires qui dépend de la productivité et le niveau interne.

Aux USA, c'est en Californie que les salaires sont les plus élevés. Il y a une complémentarité entre la régulation des salaires et la productivité.

Ex : la Silicon Valley

Ce n'est pas dans les moments de richesse que l'on a choisi de construire des systèmes solidaires mais pendant la dépression.

L'Allemagne a une excellente industrie mais elle crée une économie à 2 vitesses.

J-O HAIRAUT

L'actuel modèle social français est remis en question. Est-il encore conservable aujourd'hui? Faut-il travailler plus, pour préserver le modèle social français ?

Les dépenses sociales en France sont parmi les plus élevées au monde par rapport au PIB généré. La France fait face de façon collective et solidaire, aux risques de vieillesse, de santé, de chômage, et de pauvreté.

D'où le ratio élevé des dépenses sociales par rapport au PIB.

Des pays tels que le Danemark et la Scandinavie, dépensent plus en assurance sociale cependant, ils génèrent plus de PIB.

Pourquoi assiste-t-on à une croissance faible en France, alors que la productivité du travail est bonne ? La baisse du temps de travail (baisse de 20% des heures travaillées) explique en partie ce paradoxe. L'emploi et la population active expliquent aussi ce phénomène.

D'où vient le déficit d'heures travaillées ?

La retraite est trop tôt en France, le taux de chômage est élevé et le temps de travail est trop faible.

Nous avons choisi la retraite à 60 ANS, la pré-retraite, les 35h, cela a été dramatique pour notre économie.

Il y a une nécessité urgente de faire une politique centrée sur *l'offre de travail*.

L'augmentation de l'âge de la retraite permettrait de normaliser l'assurance chômage.

Pourquoi la productivité a baissé et l'innovation aussi ?

Car trop de prestations sociales ont été versées en France par rapport à la baisse du PIB qui est liée en partie à la baisse des heures travaillées.

La création de richesse passe par le TRAVAIL. Le moment de la réforme s'impose.

A. ROULET

Proposition d'une « *assurance chômage* » européenne.

La difficulté serait de mettre d'accord tous les pays européens car les bons élèves paieraient pour les mauvais.

Des aides sociales existent : RSA, Prime pour l'emploi en France.

On pourrait proposer un *revenu minimum européen*. Cela pour protéger les européens des risques sociaux.

A.SAUBOT

On ne mesure pas assez les conséquences micro-économiques de la prise de risque.

Le coût de l'échec en France est plus élevé qu'ailleurs. Il y a une nécessité d'inciter à la prise de risque des entrepreneurs.

Il pèse sur les entreprises, particulièrement dans mon entreprise de métallurgie, 7600 obligations, plus les normes, et toutes les réglementations sur les salariés que les chefs d'entreprise doivent respecter. On en compte 15% en plus actuellement, depuis le nouveau gouvernement.

Les entreprises françaises n'ont pas assez d'armes pour lutter contre la compétition mondiale. Le CICE (argent versé au Entreprises dans 3 ans) et le Pacte de Responsabilité (6% de la masse salariale reversée) s'avèrent inefficaces.

Toutefois, la France a plein d'atouts ce qui lui permettrait de se fixer un défi : Etre la première puissance d'Europe d'ici 15 ans. La démographie nous le permet !

Qui dirige l'économie mondiale

Jézabel Couppey-Soubeyran Maître de conférences en économie (Université Paris 1)

Pierre Duquesne Ambassadeur représentant permanent de la France auprès de l'OCDE

Yannick Jadot Député européen Europe Écologie-Les Verts

Jean-Philippe Robé Avocat aux Barreaux de Paris et de New York, enseignant à l'école de droit de SciencesPo

J. COUPPEY-SOUBEYRAN

Qui écrit les règles de la mondialisation financière ?

La mondialisation financière a été galopante et la régulation financière et bancaire a rattrapé à peine son retard.

Des réformes ont vu le jour : (*Bâle 3**, *Dodd Franck 2010***, *TTF****)

Ces réformes consistent à définir des règles. Mais qui les définit ?

Les arbitres : Les régulateurs, la BRI (Banque des règlements internationaux), FSB (Financial Stability Board), superviseurs

** En 2010, en réponse à la crise financière, le Comité de Bâle présente la réforme dite de " Bâle III". Cette fois, l'objectif est d'accroître la capacité de résilience (c'est à dire la capacité à s'adapter à la conjoncture) des grandes banques internationales.*

*** Le Dodd–Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act de 2010 est le principal volet législatif de la réforme du marché financier engagée par l'administration Obama à la suite de la crise des subprimes et la crise financière et économique qui s'en est ensuivie.*

**** Une taxe sur les transactions financières a été instituée par les dispositions de l'article 5 de la loi n° 2012-354 du 14 mars 2012 de finances rectificative pour 2012.*

De petits pas pour renforcer la solvabilité des banques mais les accords ne valent que les recommandations car ces décisions n'ont pas de force exécutoire.

Il est nécessaire de mettre en place des recommandations pour aboutir à un consensus entre ses membres.

Le FSB : des habits neufs mais guère plus de pouvoirs

Le conseil de stabilité financière réunit tous les régulateurs bancaires et financiers

Les régulateurs dotés du pouvoir de réglementation

En Europe, le législateur européen (commission, conseil et parlement Ex : *CRD4**, directive résolution) et les législateurs nationaux, américain : Dodd Franck Act en 2010.

** CRD4 est la plus importante initiative engagée en matière de réglementation bancaire depuis la création de l'Union européenne (UE). Elle concerne l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement.*

On assiste à une influence grandissante des lobbys bancaires et financiers. Une manne financière est importante soit 120 millions d'Euros/an soit 1700 lobbyistes.

Les *revolving doors* ** : les régulateurs recrutent de + en + dans le secteur bancaire

Des connexions politiques : 70% ont au moins une connexion forte avec des gouvernements

Une rhétorique qui capture les esprits des gouvernants et de l'opinion publique

Ex : Blablabanque, Ed Michalon

Le lien entre la finance et la croissance est cassé. Il faut désendoctriner les esprits qui bloquent l'avancée des réformes.

En conclusion, il n'y a pas de régulateurs internationaux dotés d'un pouvoir de réglementation. Un lobby surpuissant qui opère une capture financière et intellectuelle. Ne faudrait-il pas une banque centrale mondiale ?

Le rôle des banques centrales s'est accru. Leur rôle était la Stabilité financière et la lutte contre l'inflation **H.MINSKY**. Aujourd'hui, elles sont en plus, devenues des superviseurs des autres banques.

*** C'est une rotation de personnel entre un rôle de législateur, de régulateur, et un poste dans l'industrie affecté par ces mêmes législation et régulation. Les analystes politiques pensent qu'une relation malsaine peut*

se développer entre le secteur privé et le gouvernement, basé sur l'allocation de privilèges réciproques au détriment de l'intérêt de la nation.

P. DUQUESNES

Les USA sont la première puissance mondiale, ils recherchent des alliances.

La Chine aura la présidence du G20 l'an prochain. Elle prend des initiatives de pays qui dominent l'économie mondiale.

La France défend les institutions. Les émergents (BRICS), veulent rentrer dans les grandes institutions et veulent plus de pouvoirs économiques et financiers là où ils sont.

Qui représente l'UE ?

Les « G » sont créés en situation de crise. Le G5, 6, 7, et 8, puis le G20 lancé après la crise asiatique donne des mandats aux pays. Cependant, cela crée des frustrations pour les pays européens qui n'y sont pas.

Les institutions de Bretton Woods vont bien quand le monde va mal et elles vont mal quand le monde va bien. Financées par les états membres, elles posent des conditions aux pays. Elles sont transparentes.

Un changement de la fiscalité des multinationales est à envisager. Les régulateurs privés, les agences de notation et les marchés dirigent aussi l'économie mondiale.

Y. JADOT

Il y a un transfert des acteurs publics au profit des acteurs privés.

3 exemples peuvent être cités :

- **1^{er} exemple (Volkswagen)** : Crime sanitaire environnemental car ils ont triché sur les émissions de polluant et sur les émissions de CO2/ Fraude de l'entreprise/ Faille des autorités de contrôle qui sont largement contrôlées par l'industrie automobile. Est-ce les entreprises ou les états qui régulent ?
- **2^{ème} exemple (les traités du Libre Echange internationaux) (avec le Canada et les USA)** : Ces choix de société semblent être soumis à l'intérêt des firmes privées et non à l'intérêt général.
- **La COP-21 la finance au service de la lutte contre le réchauffement climatique** : Accords volontaires dont on espère créer de la transparence dans le contrôle des états.

Comment met-on fin aux conflits d'intérêt ? Difficulté des états de construire une souveraineté partagée.

JP ROBE

Personne ne dirige l'économie mondiale.

Ma question porte sur le fonctionnement de l'économie. Celle-ci serait régulée par les marchés (autorégulation) et via un système monde de pouvoir complexe qui combine des institutions publiques territoriales, les états et les organisations internationales.

Une approche classique est dépassée : le *nationalisme méthodologique** (U. BECK)

Le pouvoir, l'autorité, le droit, seraient structurés autour d'institutions territoriales.

Il y a ceux qui fixent les règles et ceux qui jouent avec. Il existe une dichotomie entre les systèmes de pouvoir. La globalisation conduit à une mutation du système de pouvoir. Le territoire et la population ne sont plus une source de puissance.

** Le nationalisme méthodologique désigne l'adéquation du concept de société à l'espace de l'État-nation dans les sciences sociales.*

Face à ces mutations, comment s'adapter ?

Les Grandes Entreprises font partie des systèmes de pouvoir et pourtant, l'entreprise n'existe pas en droit.

En revanche, la constitutionnalisation peut être une solution. Il s'agit d'un processus qui, par le moyen du principe de constitutionnalité, concourt à assurer l'unité du droit ou de l'ordre juridique en donnant un socle commun à l'ensemble des branches du droit.

Comment faire ?

Par une procéduralisation des prises de décision via des micro-dispositifs.

Ex : lois anglaises contre la corruption, devoir de vigilance imposé aux entreprises, pression des ONG, Comptabilité triple bottom line**

*** la transposition de la notion de développement durable en entreprises avec la RSE par l'évaluation de la performance de l'entreprise sous trois angles : économique, environnemental et social.*

Réformes structurelles : le débat

Gilbert Cette Professeur d'économie associé à la Faculté de Sciences économiques de l'Université d'Aix-Marseille

Eric Heyer Directeur du Département Analyse et Prévision de l'OFCE

Francis Kramarz Directeur du Centre de Recherche en Economie et Statistique (CREST)

Frédéric Maurel Directeur régional Groupe Mazars

Alexandre Saubot PDG du groupe Haulotte, Président de l'UIMM (Union des Industries et Métiers de l'Industrie)

Michel Weil - CFDT

En France, depuis 25 ans, on fait partie des pays dont le taux de croissance est le plus faible avec la Suisse et l'Italie. Face à ce constat conjoncturel, des réformes structurelles sont nécessaires. Le **décret d'Allarde de 1791** instituant la libre initiative constitue une réforme structurelle contre les corporations, il est appuyé par la loi le Chapelier, 3 ans plus tard. Ces corporations avaient été réinstaurées par Pétain puis effacées.

G.CETTE

Rapport **Armand Rueff** * de 1960, plusieurs rapports évoquent des réformes structurelles.

Il y a des *erreurs de représentation* dans le pays :

- La 1^{ère} : Quand le chômage augmente cela traduit une insuffisance de la demande
- La 2^{ème} sur les inégalités qui doivent être corrigées par une politique plus redistributive avec une fiscalité massive
- Le 3^{ème} porte sur la réforme du droit du travail qui doit être *protecteur* et *uniforme partout*, ce qui empêche les acteurs de se développer
- Le 4^{ème} concerne le SMIC n'est pas protecteur, il est inefficace contre la pauvreté et les inégalités

Les pays bas en 1982 ont fait des réformes structurelles quand la conjoncture va mal.

** Le comité Rueff-Armand est un comité formé auprès du Premier ministre français en 1959, alors que débutait la Cinquième République au début de la présidence de Charles de Gaulle. « La mission confiée à Jacques Rueff et à Louis Armand était de réfléchir et de rendre avis et propositions sur « la suppression des obstacles à l'expansion économique.*

E. HEYER

Sur le plan macro économique, des Réformes Structurelles soulèvent 3 questions :

1/ *Quelle est la position de l'économie nationale et mondiale ?*

On assiste à un ralentissement de l'économie française et à une insuffisance de la demande mondiale.

2/ *Policy-mix (les politiques macro-économiques)?*

Des réformes structurelles ont été accompagnées de politiques budgétaires (réduction du budget) et de réformes structurelles ? est-ce possible ?

3/ *Que font nos partenaires concurrents ?*

Aujourd'hui, on assiste à une baisse des salaires. Le risque aujourd'hui est de tomber en déflation.

En conclusion, d'après les analyses prévisionnelles, il n'y aura pas de croissance économique à moyen/ long terme. (10-20 ans)

Par conséquent, il faut élaborer une coordination des réformes structurelles entre les pays pour qu'elles soient efficaces.

F.KRAMARZ

Des réformes structurelles sont nécessaires pour faire face aux transformations. Des chocs d'offre sur le marché des biens & services ou du marché du travail - Phénomène naturel de *destruction-créatrice*. Le retrait du pouvoir accordé au maire de délivrer les permis de construire serait envisageable et bénéfique pour le fonctionnement.

F.MAUREL

Tous les acteurs s'entendent sur l'urgence de faire des réformes structurelles pour affronter les contraintes des entreprises.

Ex : les charges sociales, la fiscalité, l'évolution des taux de marge des entreprises.

Comment agir ?

Les perspectives des entreprises sont tournées vers l'internalisation fortes et les innovations.

Le poids de la fiscalité est préoccupant, au même titre que la stabilité de cette fiscalité est importante.

Le droit du travail avec la flexibilité est un sujet de droit social.

Le digital est une révolution. (traitement des chiffres) - Il existe des plates-formes mettant en relation des clients avec des salariés qui travaillent de chez eux.

La digitalisation et l'intelligence artificielle sont en pleine expansion.

Par conséquent, la réglementation doit être placée au service de l'intérêt général.

On sortira du déficit budgétaire par la baisse du chômage.

Ex : Mettre en lien Star-Up et entreprises.

La France est le pays au monde qui fait le plus de dépenses publiques par rapport à son PIB. Son efficacité est à revoir.

M.WEIL

Un syndicat peut être à l'initiative des réformes structurelles.

Lesquelles ? Quelles sont les priorités ?

- La question du logement se pose. Il occupe 25 à 27% du budget des ménages contre 13% en Allemagne. Pourquoi ? Car il y a 70% de propriétaires en France – Le poids de la rente foncière dans l'économie présente un handicap.
- L'innovation est un moteur de la compétitivité

Comment faire passer les réformes auprès du collectif ?

Le dialogue social pose problème dans l'entreprise, car il est éclaté ; On introduit un cloisonnement entre les CE et les syndicats. L'objet du *dialogue social* doit porter sur les stratégies d'entreprises. On sous estime les idées de création d'idées des salariés.

A.SAUBOT

On estime le nombre de chômeurs en France en 2015, à plus de 5 millions – Soit 10 millions de pauvres.

Dans une réforme, chacun voit ce qu'il perd, et non ce qu'il va gagner. Il y a une nécessité de mettre en place une *pédagogie collective*.

Pour un chômeur, tout se joue dans les 6 mois, sinon, sa capacité à trouver un autre emploi s'effondre.

En France, nous sommes les champions des stars-up, mais on n'arrive pas à les faire grandir. Pourquoi ?

Ex : la lourdeur des réglementations et des normalisations, le poids des impôts et taxes sur les entreprises (supérieur à l'Europe).

De plus, le CICE (baisse des charges sur les entreprises) s'avèrent inefficaces. La rigidité du marché du travail alimente le chômage.

Le devenir du «Made in Monde»

Nadim Ahmad Chef de la Division des statistiques du commerce et de la compétitivité de l'OCDE

Vincent Champain Directeur des opérations, Général Electric France

Sébastien Jean Directeur du CEPII

Sandra Poncet Professeur à Paris 1 et CEPII (centre d'études et des perspectives internationales)

Avec la mondialisation et l'ouverture des politiques sur le monde, les coûts du commerce international ont baissé, et les Grandes Entreprises exploitent cette tendance en décomposant leur chaîne de production.

N. AHMAD

Les exportations ont besoin des importations ;

La moitié de la Valeur Ajoutée manufacturière française dépend de la demande finale étrangère. Le montant de la Valeur ajoutée dans les services est importante. (France est 1^{ère})

S.PONCET

Depuis les années 2000, la part des produits manufacturés de la Chine a augmenté de façon considérable dans le commerce mondial. On assiste à un changement de modèle actuel en Chine. Il y a une volonté de *croissance locale* en Chine, moins dépendante de la demande mondiale.

La Chine est considérée comme « l'Usine du monde » suite à l'importance de la sous-traitance dans le textile, et les produits High Tech notamment – 1/5 de ce qui est importé dans le monde, vient de Chine concernant les produits manufacturés.

Quelle est la contribution réelle de la Chine ?

Il s'agit de déduire la part importée de ce qui vient de Chine.

La décomposition de la Valeur Ajoutée montre que 50% des produits manufacturés proviennent de la Chine.

Il convient de distinguer le *commerce d'assemblage* (input, composantes...) et le *commerce intégré*. Ces activités d'assemblage sont dépendantes de la demande mondiale.

A l'inverse, les activités ordinaires nourrissent la consommation locale avec un contenu de 5% des activités menées par les activités étrangères.

Volonté de la Chine d'évoluer « les activités ordinaires » qui ont pris 13 points depuis 2007 (liés à la demande interne) – Volonté d'une *politique inclusive* – transformation interne – conditions de la demande mondiale – L'essoufflement de la demande mondiale ainsi que l'augmentation des salaires expliquent la volonté de la Chine de vouloir développer sa croissance interne.

Pourquoi la Chine a-t-elle émergé ?

Car les autorités chinoises ont joué le jeu pour répondre à la demande des entreprises étrangères.

Ex : les ZES (zones économiques spéciales) non taxée

Une remise en question existe aujourd'hui pourquoi ?

La crise de 2008 a montré la fragilité de la Chine qui est trop dépendante de la demande mondiale.

Les coûts salariaux augmentent et ne sont pas les moins chers depuis le milieu des années 2000 les salaires augmentent plus vite que la productivité du travail.

Les autorités chinoises ont cherché à remonter les salaires minimums avec une prévision d'augmentation de 13% par an pour relever le niveau de vie des travailleurs.

La Chine souhaite développer des activités de production, basées sur un *savoir-faire Chinois*.

En 2004, les autorités chinoises veulent monter en gamme dans le but de remplacer *l'usine du monde* par un *centre de recherche innovant* – Il y a également une volonté de réguler la fiscalité.

La croissance chinoise est à 7%, ce qui signifie que le PIB double.

S. JEAN

On assiste à un rationnement des processus de production – L'intensification du Commerce International (production dans un pays, vente dans les autres) Entrée de plusieurs pays émergents dans le commerce mondial – décomposition de la chaîne de valeur.

Les FMN veulent optimiser leur processus de production sur la chaîne de valeur. L'évolution de la protection – Les engagements unilatéraux des pays de couper leur protection douanière. L'Inde en 2004 a mis en place un plan de stratégie commerciale, ce qui a baissé son taux de protection

moyenne – Il y a une volonté de neutraliser l'incidence des droits et taxes. – « mieux importer pour mieux exporter » et de reconsidérer le coût de la protection.

Ex : ile Maurice baisse des droits de douane

En Europe, il y a une volonté de constituer un marché unique par l'harmonisation et lever tous les obstacles à la mobilité des biens. Marquée par la chute du rideau de fer. Il s'agirait de considérer « l'Usine Europe » au même titre qu'une « usine Asie ».

L'industrie automobile se caractérise par des stratégies qui varient entre les grandes régions. On retient la conception R&D, avec une production régionalisée au sein de chaque région avec une division du travail pour optimiser le coût de production pour profiter des économies d'échelle.

Ex : Renault produit 1 voiture sur 5 en France et Peugeot 1 sur 5 alors qu'Audi produit 90% de ses véhicules en Allemagne. Cause : bonne stratégie industrielle, « made in Germany ».

Peut-on faire du « Made in Europe » ?

L'idée est d'être le plus efficace possible dans la chaîne de production

Des contraintes amènent à avoir des stratégies différenciées suivant les secteurs. Les différences de salaires au niveau mondial rendent difficiles ce phénomène.

Les qualifications et l'adaptation vont aussi influencer.

L'Europe est trop excédentaire ce qui pose problème – il faut équilibrer au sein de l'Europe pour éviter la polarisation. L'Europe reste compétitive.

Dans le Commerce International, il y a autant de services que de produits manufacturés dans la Valeur Ajoutée.

Le problème de l'économie française est la fragilité liée à un déséquilibre de l'Europe. La concurrence des pays émergents est une bonne chose. Le développement du fractionnement de la chaîne de valeur.

Depuis 3 ans, les prévisions de la croissance mondiale sont plus élevées que la réalité. Les fruits les plus bas du monde ont été cueillis, il va désormais se passer d'autres choses. La période que nous venons de vivre est une transition.

V. CHAMPAIN

La théorie des avantages comparatifs de Ricardo s'applique dans le commerce international plus que jamais.

- Du point de vue de l'entreprise, on assiste à un éclatement de la supply chain

Les équipementiers sont autour de la zone d'assemblage. La façon de délocaliser dépend de plusieurs critères tels que le savoir faire, les avantages de coûts, les éléments de régulation

Ex : dans les jeux en ligne à Gibraltar, dans le numérique, l'histoire ex : le rachat d'une entreprise

Cela génère des économies dans les *coûts de transaction* (**Coase & Williamson**)

- Sur le numérique, le développement des services numériques

Ex : Uber France

Les activités de vente de logiciel permettant d'améliorer le produit explosent. L'avenir repose sur l'éclatement ; cela pose des questions fiscales notamment

Site : Click stater (séparation conception et production)

Année de la COP 21 – Tenir compte du coût du transport

Il est plus écologique de produire des tomates au Maroc et de les importer en France que de produire sous serre en France.

Le climat est un problème mondial – les gaz à effet de serre et les causes humaines sont responsables du réchauffement climatique. Conséquence de 20% de la richesse mondiale si on ne réagit pas. Nécessité d'action.

L'innovation est difficile à prévoir

Pour stimuler l'innovation :

- donner une valeur à l'estimation
- des barrières à l'entrée ou à l'adoption
- investir dans l'innovation
- accélérer le commerce du produit vert

La part de la R&D a baissé suite à la crise car il y a eu une volonté de consolider les économies.

Le libéralisme à l'allemande

Patricia Commun Professeure d'Etudes germaniques

Henrik Uterwedde Directeur adjoint du Deutsch-Französische Institut (DFI)

Laurent Warlouzet Maître de conférences en histoire à l'Université d'Artois Jean-Daniel Weisz Co-fondateur du cabinet KOHLER C&C

P.COMMUN

L'ordoliberalisme ou le *libéralisme à l'allemande* est une doctrine qui se traduit *lorsque l'Excès d'individualisme prend le pas sur l'intérêt général* – le fait que la loi ne renforce pas l'ordre – l'intérêt général doit primer sur l'intérêt individuel - Idée des années 20/30 née en Allemagne

L'héritage ordo libéral : la politique des retraites

Les 20 millions de retraites vont augmenter, les taux d'augmentation des retraites sont liés aux taux d'augmentation des salaires depuis la réforme des retraites. Une partie de ce pourcentage est dû à l'augmentation des salaires réels grâce à l'inflation faible. Ainsi, si les salaires baissent, les retraites baissent et inversement.

A partir de 2020 : 1 millions de baby boomers partiront à la retraite – l'Allemagne a besoin de bras ! Pour compenser son problème démographique, A Merkel a pris la décision stratégique sur le long terme, d'accueillir des syriens. Cela pour apporter de la main d'œuvre sur son marché du travail. Par ailleurs, d'ici 2016, l'Allemagne a pris la décision de mettre fin à la garantie sur les taux d'intérêt.

Plus l'économie est libre, plus elle peut être sociale L.ERHARD 1949-1963

L'idée de faire progresser la croissance doit primer pour être en mesure d'apporter de la justice sociale car celle-ci elle provient de la croissance.

Avec le rétablissement de l'économie de marché, des réformes monétaires brutales et une libéralisation des prix vont apparaître.

Le social doit être considéré comme le fruit de la croissance ; les grandes réformes de l'économie sociale de marché sont tardives et postérieures aux années du miracle économique allemand.

Pour **W. Eucken** 1891-1950, l'État doit laisser l'ordre spontané du marché plutôt que d'essayer de le diriger selon des intérêts particuliers.

W. Ropke critique la société de masse.

Il a mis l'accent dans ses travaux, sur la notion d'*ordre spontané* d'où le terme d'ordo libéralisme. Il s'y intéresse dès 1937 dans *Die Lehre von der Wirtschaft*, expliquant que l'économie de marché ne peut être qu'un ordre spontané et non un ordre planifié.

Conclusion : Le libéralisme devient ordo (basé sur l'ordre chrétien) L'ordo libéralisme : Capacité du politique à mobiliser l'opinion publique sur le long terme (ex : le choix du démantèlement des centrales nucléaires)

J-D WEISZ

3 questions sur l'éco sociale de marché se posent. Il faut considérer l'économie sociale de marché comme une idéologie.

Le modèle allemand est-il réductible à l'économie sociale de marché ?

Des liens existent entre les relations industrielles, l'insertion dans l'économie internationale et des influences s'exercent sur le système productif avec la réglementation de la concurrence, la politique monétaire et l'économie de marché sociale.

James McGill Buchanan Jr. 1919-2013 a reçu le « prix Nobel » d'économie en 1986 pour le développement de la théorie du choix public (*Public Choice theory*) qui critique les dysfonctionnements de l'intervention publique et explique les comportements de l'État à partir des agents qui le constituent.

Quelle perception de l'économie sociale de marché ? Quelle comparaison avec l'économie sociale de marché ?

Création des grands services publics après 1945

En conclusion, l'ordo libéralisme prône pour un état fort sur le cadre et faible sur le processus – Les services publics régaliens et économiques, définissent le périmètre de l'action économique de l'état. On va vers une 4^{ème} révolution industrielle : La numérisation de l'industrie = Industrie 4.0

H. UTERWEDDE

L'ordo libéralisme est différent du capitalisme rhénan.

Dans ce modèle, les modes de financement allemand passent plus par les banques et moins par les marchés financiers.

La réalité allemande est composite. Une base productive performante, basée sur la compétitivité qualitative qui investit dans la formation et l'innovation. Le discours et la pratique sont liés.

L'importances des valeurs

« *L'Entreprise Responsable* » marie la *liberté d'entreprendre* avec la *responsabilité réelle* de l'entrepreneur. Ces valeurs se traduisent dans les choix collectifs avec la stabilité, la politique sociale (fin de la lutte des classe) et budgétaire.

Cela se traduit par les manières d'agir (état partenarial, la sphère politique se voit à égalité avec le peuple et les entreprises)

En Allemagne : L'intervention publique n'est pas concentrée mais elle est « multi-acteurs » (plusieurs landers). On dit : « Oui » aux régulations générales, « non » à l'interventionnisme. Une politique régulatrice avec des règles de stabilité est opérée.

En conclusion, un espace de solidarité existe bien en Allemagne – La responsabilité de chacun doit être engagée dans la solidarité européenne. Nous devons aller vers une Europe plus fédérale.

L. WARLOUZET

L'UE est elle ordo libérale ?

L'Europe monétaire : construction économique influencée de l'Allemagne avec le traité de Maastricht et le Pacte de Stabilité et de Croissance

L'entrée dans l'union monétaire, pour certains français, c'était de converger vers l'Allemagne en s'imposant des règles pour éviter le déficit budgétaire et l'inflation avec l'union monétaire.

La politique de la concurrence surveille les entreprises pour éviter les cartels (l'entente sur les marchés) - elle s'est réformée depuis 10 ans.

L'Abandon du nucléaire par l'Allemagne au profit du charbon va t-il modifier les prix ?

Il s'agit d'un choix de société – le charbon a un rôle traditionnel pour les allemands, en attendant la montée des énergies renouvelables – les couts risquent d'augmenter mais un marché est à prendre : Les allemands vont devenir « experts en démantèlement de centrales nucléaires » en Europe - il s'agit d'un choix de transition.

En conclusion, l'Allemagne est le 2^{ème} importateurs de personnes au monde. Cela doit compenser son déficit de natalité. Elle devra faire face aux financements des retraites de sa population qui vieillit. Dans ce contexte, des inégalités se sont accentuées depuis l'unité Allemande et, elles risquent de continuer.